
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60462

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

la Guerre. L'effort fourni par les Etats-Unis pour parvenir à ce que l'Allemagne soit traitée dans son ensemble est mis en avant. Ainsi, d'une part, les Américains mettent en place un «Regional Government Coordinating Office» entre les différentes délégations régionales de l'«OMGUS», et, d'autre part, tentent d'harmoniser leur politique avec celle des Britanniques dans le cadre de la Bizone. De plus, ils ont essayé très tôt de remettre aux Allemands les fonctions d'administration et de gouvernement.

Les analyses historiques issues des archives des délégations régionales du Gouvernement militaire américain sont toutes aussi révélatrices. La question de l'établissement des frontières de la Zone américaine et de la séparation du Bade et du Wurtemberg entre la Zone américaine et la Zone française d'Occupation, ainsi que les difficiles négociations avec les Français y sont évidemment évoquées. En Bavière et en Hesse, les Américains durent faire face à l'arrivée massive des personnes déplacées, alors que rien n'avait été prévu à cet effet. Et il est intéressant de noter que dès mai-juin 1945, Keagan, qui est à la tête du Gouvernement militaire de Bavière, décidait de préparer la mise en place d'un gouvernement régional allemand. De même, on y trouve l'histoire très instructive de la création de l'enclave de Brême qui fit l'objet de négociations serrées avec les Britanniques. Il fut décidé que ces derniers continueraient d'occuper la partie nord-ouest de l'Allemagne, mais que les Américains administreraient la ville et le port de Brême. Il fallut attendre 1947 pour, qu'à la suite de la reconstitution des Länder, Brême soit intégrée réellement dans la Zone américaine. Quant au secteur américain de Berlin, il fut le théâtre des rapports difficiles entre les Quatre Alliés et d'une première tentative américaine pour gagner la population allemande à la démocratie occidentale.

Après chaque aperçu historique des sources, un état des fonds d'archives détaillé permet, vu l'excellent état des sources, un repérage rapide dans les volumes d'inventaires des dossiers de l'«OMGUS». On peut remarquer d'ailleurs que l'état des archives concernant l'antenne du Gouvernement militaire américain en Hesse est complété par un bref état des séries allemandes sur l'occupation.

Enfin, une bibliographie tout à fait conséquente concernant l'occupation américaine (plus de 300 titres) et un index des noms géographiques, ainsi qu'un excellent index des noms de personnes parachèvent cette publication.

Le travail remarquable qui est présenté ici mérite donc d'être souligné. En effet, c'est un véritable guide des archives de l'occupation américaine en Allemagne qui est proposé au chercheur, pour lequel il ne manquera pas de devenir un ouvrage de référence indispensable.

Sylvie LEFÈVRE, Arcueil

Regina PAQUET, *Ab ovo – aus den Anfängen der Universität des Saarlandes. Erinnerungen und Impressionen einer Studentin 1948–1952*, St. Inbert (Röhrig) 1994, 124 p. (Annales Universitatis Saraviensis, Philosophische Fakultät, 3).

La faculté des Lettres de l'Université de Sarrebruck vient de publier, dans ses annales, le témoignage de l'une des premières étudiantes à avoir fréquenté ses bancs. Regina Paquet, sarroise d'origine, retrace ses années d'études du baccalauréat (Abitur), qu'elle obtint en 1947, à l'Institut d'études supérieures de Hombourg – où elle prépara son année de propédeutique – puis à l'Université de Sarrebruck de 1948 (date de sa fondation) à 1952.

Le lecteur trouvera dans ce petit ouvrage de nombreuses descriptions permettant de saisir ce que pouvait bien être la vie quotidienne d'un étudiant dans ces difficiles années d'après-guerre ainsi que l'analyse, proposée par un témoin, de la transformation du petit institut hombourgeois en une véritable université sarroise (quoi qu'on en dise en quatrième de couverture), l'Université de Sarrebruck ne fut que la seconde institution de cette nature à avoir été créée sur la rive gauche du Rhin après 1945. Elle fut en effet précédée par l'établissement mayençais au printemps 1946 – mais il est vrai qu'il s'agissait d'une «ré-ouverture», un siècle

et demi plus tard!). La relation de la grève estudiantine de mai 1948 constitue le cœur de l'ouvrage. L'auteur met également en évidence les répercussions du contexte politique de l'époque (statut particulier de la Sarre) sur la vie universitaire: imposition de la langue française, présence de professeurs français, liens de l'Institut de Hombourg avec les Universités françaises tandis que les contacts et les passerelles avec les établissements du reste de l'Allemagne étaient inexistantes. R. Paquet dresse enfin le portrait des principales personnalités de l'époque: Grandval, le Haut-Commissaire français, «vice-roi» redouté mais, semble-t-il, respecté; Hoffmann, le Ministre-Président de la Sarre dont les traits ne sont qu'esquissés; Straus enfin, Ministre responsable des questions éducatives et culturelles, qualifié «d'homme de Grandval» et d'«incarnation de tous les maux». La thèse principale de R. Paquet consiste à affirmer qu'aucune de ces trois personnalités, quoi qu'elles aient pu en dire, n'aurait été favorable à la création d'une Université en Sarre et que la fondation de cet établissement fut le résultat de la pression estudiantine et tout particulièrement de la grève de 1948 dont elle fut personnellement l'un des organisateurs les plus actifs!

Certes, l'auteur ne prétend pas faire œuvre d'historien et elle se pose délibérément en témoin. C'est là l'un des intérêts majeurs de l'ouvrage, car il faut dire que ses souvenirs sont d'une remarquable précision. Mais l'auteur ne fait pas seulement acte de témoignage. Connaissant les travaux de Heinrich Küppers sur la politique culturelle de la France en Sarre, elle semble aussi régler des comptes avec une interprétation qui ne lui sied guère. Si la question de l'utilisation des témoignages des «témoins-acteurs» par les historiens est relevante d'un point de vue méthodologique (Paquet reproche à Küppers son manque de circonspection face aux «récits» rétrospectifs de Straus notamment), la plupart des remarques à l'encontre de l'ample synthèse de Küppers, à laquelle elle ne rend jamais justice, marque son propre ouvrage du sceau de la polémique. Néanmoins le témoignage, non pas seulement la description mais aussi l'interprétation, le jugement et le ressentiment du «témoin» pour toute une époque mérite l'attention du lecteur. Celui-ci trouvera également dans cette publication de nombreuses photographies et la reproduction de quelques documents d'époque.

Corine DEFRANCE, Paris

Stefan ZAUNER, *Erziehung und Kulturmission. Frankreichs Bildungspolitik in Deutschland 1945–1949*, München (R. Oldenbourg) 1994, 351 p. (Studien zur Zeitgeschichte, 43).

Le livre de Zauner nous apporte les résultats de ses recherches de doctorat sur la politique culturelle de la France en Allemagne de 1945 à 1949. Il repose sur un remarquable travail d'archives: l'auteur a abondamment consulté les documents français – archives du Ministère des Affaires Etrangères (Paris, et surtout Colmar où sont conservées les archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche), Archives Nationales, Archives départementales du Territoire de Belfort et partiellement les fonds allemands (les archives régionales et universitaires n'ayant pas été systématiquement dépouillées). Il s'est également appuyé sur des témoignages d'«acteurs» de l'époque et sur une bibliographie très fournie de près de 450 titres. Celle-ci est présentée de façon alphabétique et l'on peut tout au plus regretter que les écrits de l'époque et les relations des «témoins», qui constituent une «source», n'aient pas été séparés des travaux des historiens. L'index des noms de personnes, avec 400 entrées environ, fournit une aide très appréciable pour se repérer dans ce vaste ouvrage.

Après avoir dressé l'historique des travaux consacrés à l'action culturelle de la France dans sa zone d'occupation et présenté certains éléments du débat historiographique actuel, l'auteur se propose de combler une lacune en mettant l'accent sur les liens entre la politique culturelle française en zone d'occupation après 1945 et la vie et les débats culturels menés en France depuis l'entre-deux-guerres. Cette perspective, en dégagant des continuités historiques,